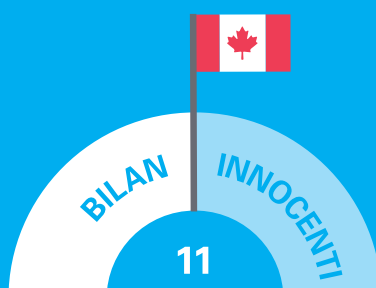


COINCÉ AU MILIEU



Le bien-être des enfants dans les
pays riches :
vue d'ensemble comparative

**DOCUMENT
D'ACCOMPAGNEMENT
(CANADA)**

Le Canada est l'un des meilleurs endroits où élever un enfant, n'est-ce pas? Le nouveau *Bilan Innocenti* de l'UNICEF sur le bien-être des enfants ne vous permet pas de savoir si c'est le cas ou non, mais il présente une vue d'ensemble de certains aspects importants de la vie de nos enfants.

Les enfants, une analyse complète

Quelle est la situation des enfants au Canada? Comment se compare-t-elle à celle des enfants vivant dans d'autres pays industrialisés? Le bien-être des enfants au Canada a-t-il été amélioré? Comment pouvons-nous réaliser des progrès en faveur des enfants? Le *Bilan Innocenti 11* de l'UNICEF, intitulé *Le bien-être des enfants dans les pays riches : vue d'ensemble comparative* mesure le degré de bien-être des enfants dans 29 des nations les plus riches du monde. Ce document d'accompagnement met l'accent sur ce que le rapport révèle sur le rendement du Canada, explique les raisons pour lesquelles nous obtenons de tels résultats, et ce qui peut être fait pour réaliser des progrès pour nos enfants.

La pièce maîtresse, le tableau de classement du bien-être des enfants, classe 29 pays industrialisés en fonction d'un indice de bien-être. L'indice établit la moyenne de 26 indicateurs dans cinq dimensions : le bien-être matériel, la santé et la sécurité, l'éducation, les comportements et les risques, ainsi que le logement et l'environnement. Les tableaux de classement de chacune de ces dimensions, et de chacun de leurs indicateurs, mesurent et comparent les progrès réalisés pour les enfants dans ces pays. Ils présentent les niveaux atteints par les nations les mieux cotées, lesquels devraient alimenter le débat au Canada sur la façon d'obtenir de tels taux pour nos enfants. La comparaison internationale révèle ce qui est réalisable en pratique et démontre que le bien-être des enfants peut être influencé par les choix politiques. Les tableaux de classement démontrent que certains pays affichent un bien-être des enfants bien supérieur à d'autres nations qui ont une situation économique comparable, voire meilleure. Les Pays-Bas viennent nettement en tête; c'est en effet le seul pays à se classer parmi les cinq premiers dans toutes les dimensions et dont les enfants se disent extrêmement satisfaits de leur vie.

Le *Bilan Innocenti* de l'UNICEF présente non seulement un aperçu de la façon dont s'en tirent les enfants aujourd'hui, mais il fait également état des progrès remarquables réalisés dans de nombreux aspects du bien-être des enfants au cours de la première décennie du nouveau millénaire dans les nations les plus riches du monde. Certaines tendances sont toutefois inquiétantes et nécessitent manifestement plus d'attention.

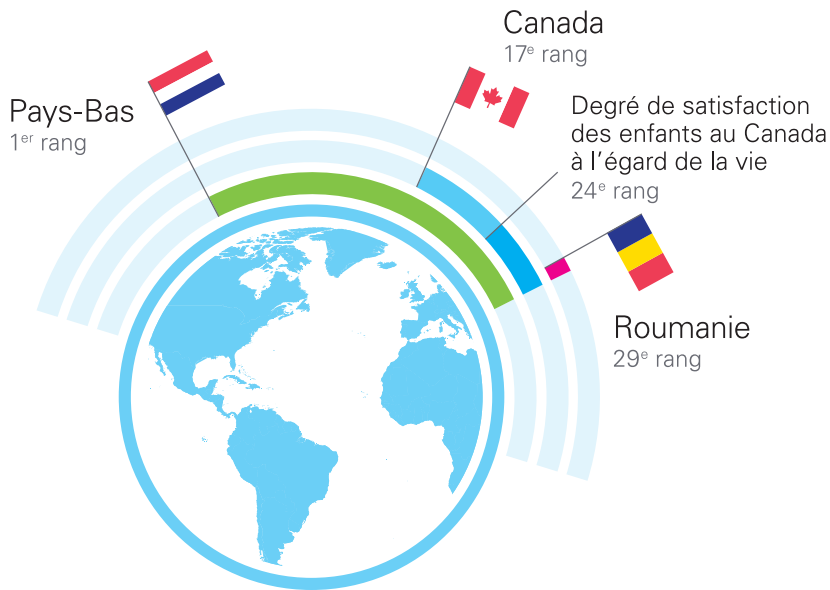
Dans le Bilan Innocenti 11 de l'UNICEF, l'histoire du Canada est celle d'une nation coincée au milieu. Le Canada se situe en effet au milieu du tableau de classement du bien-être des enfants, et cette position n'a pas changé depuis la dernière évaluation, qui a été effectuée il y a une décennie. Le Canada se distingue dans certains aspects du bien-être des enfants et tire de l'arrière dans d'autres, ce qui est également le cas pour beaucoup d'autres pays. Au cours des dix dernières années, nous avons réalisé des progrès dans la plupart des indicateurs, mais cela ne suffit pas à améliorer notre classement moyen parmi d'autres pays ayant une situation similaire à la nôtre.

La majorité des enfants canadiens se portent bien dans l'un ou l'autre indicateur donné et, bien que dans certains cas nous soyons loin derrière d'autres pays, parfois, l'écart est mince. La plupart des enfants sont vaccinés, ne fument pas et ont un poids santé. Cependant, contrairement aux pays similaires, nous avons un trop grand nombre d'enfants qui sont exclus des programmes de santé publique et qui ne profitent pas de leurs années de scolarité obligatoire en optant pour l'éducation secondaire, une formation professionnelle ou un emploi. Nous élevons des enfants dans des familles pressées par le temps et à faible revenu. Les enfants qui vivent dans la pauvreté sont plus susceptibles d'être laissés-pour-compte, car la pauvreté constitue en elle-même un facteur de risque important. Toutefois, il existe de nombreuses conditions qui concernent l'enfance au Canada, quel que soit le statut socioéconomique, particulièrement les comportements à risque. Étant donné que la plupart des enfants se situent au centre du gradient socioéconomique, c'est là que se trouve le plus grand nombre de jeunes vulnérables sur le plan du développement. Si nous voulons améliorer les possibilités de tous les enfants, nous devons renforcer les programmes d'intervention à l'intention de tous les enfants.

L'objectif visant à promouvoir le bien-être des enfants est un impératif moral. En tant qu'impératif pragmatique, il mérite également d'être considéré comme une priorité. L'incapacité de protéger et de promouvoir le bien-être des enfants présente un risque accru et entraîne des coûts plus tard en raison des conditions de vie que cette incapacité engendre. Les indicateurs du bien-être des enfants sont variés, mais la confluence d'un mauvais rendement est fréquemment constatée tôt dans les problèmes de développement cognitif et un mauvais état de santé. Cette situation mène à un piètre rendement scolaire, et, plus tard, à une basse productivité et un revenu moins élevé, à un taux de chômage élevé et à une dépendance à l'aide sociale, à la toxicomanie, au crime, à une incidence accrue de maladie mentale, et à des coûts plus élevés en matière de soins de santé. L'engagement national pour le bien-être des enfants est donc une obligation à la fois théorique et pratique. Et, afin de respecter cet engagement, mesurer les progrès, réalisés ou non, en matière de protection et de promotion du bien-être des enfants s'avère essentielle à l'élaboration des politiques et à la défense de leurs intérêts, à la répartition rentable des ressources limitées, et aux processus de transparence et de responsabilités.

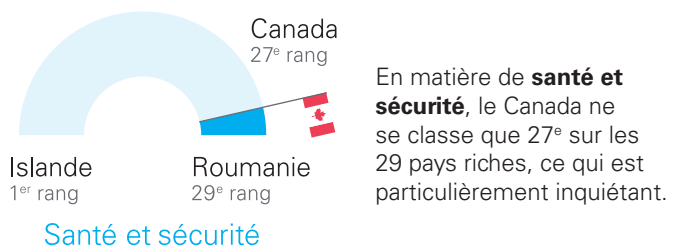
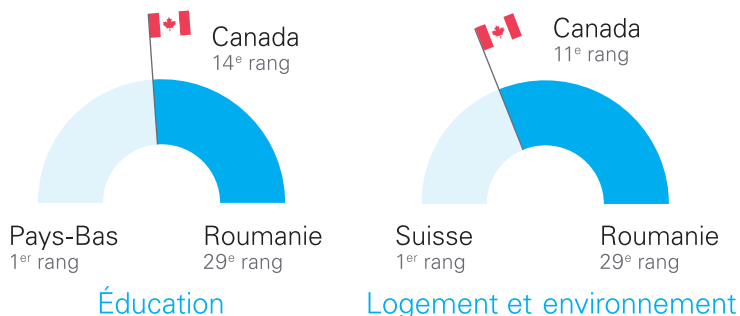
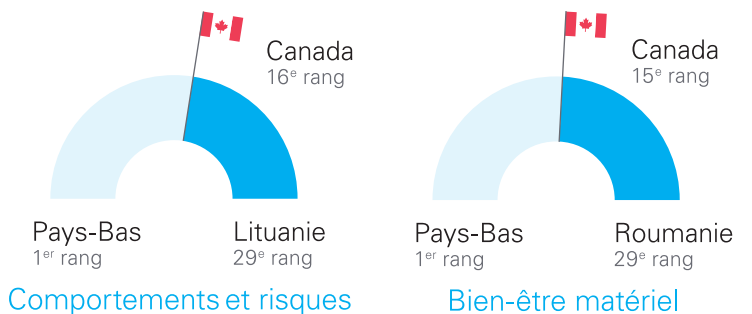


1^{re} partie : Tableau de classement du bien-être des enfants



Dans le tableau de classement du bien-être des enfants, lequel évalue 29 nations riches en fonction du **bien-être global de leurs enfants**, le Canada occupe une position médiane et se classe au 17^e rang (moyenne de notre position dans les cinq dimensions du bien-être des enfants).

Le Canada obtient également une cote moyenne concernant :



RENDEMENT DU CANADA DANS TOUS LES INDICATEURS

Au-dessus de la moyenne

- Réussite scolaire à l'âge de 15 ans
- Habitude de manger des fruits
- Activité physique
- Consommation de tabac
- Pollution atmosphérique

Dans la moyenne

- Pauvreté relative des enfants
- Aisance familiale faible
- Faible poids à la naissance
- Habitude de prendre un petit-déjeuner
- Natalité chez les adolescentes
- Consommation d'alcool
- Bagarres

Sous la moyenne

- Pauvreté relative des enfants
- Mortalité infantile
- Vaccination
- Participation à l'enseignement secondaire
- NEET (ni étudiants, ni employés, ni stagiaires)
- Surpoids
- Consommation de cannabis
- Intimidation
- Homicides au pays
- Satisfaction des enfants à l'égard de la vie

Parmi les premiers

Dans les indicateurs ci-dessous, le Canada se classe dans le tiers supérieur parmi les nations riches ayant une situation similaire.



ÉDUCATION

Réussite scolaire à l'âge de 15 ans :

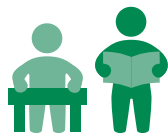
2^e sur 29 – pays le mieux coté : la Finlande

Pour mesurer le bien-être éducationnel, les taux de participation et les pourcentages de réussite fournissent une indication approximative du taux de scolarisation et de la qualité de l'éducation. Bien que le taux relativement faible de jeunes qui reçoivent une éducation secondaire ou une formation au pays soit un sujet de préoccupation, le Canada se classe en tête en matière de réussite scolaire de ses enfants, immédiatement après la Finlande (après moyenne faite des notes obtenues à l'âge de 15 ans à l'échelle internationale en lecture, mathématiques, en connaissances en sciences). La qualité de l'éducation, estimée au moyen de cet indicateur, est essentielle à la préparation des jeunes à vivre dans un monde en rapide évolution dans lequel les personnes moins instruites risquent d'être plus démunies qu'auparavant. Toutefois, compte tenu du faible taux de participation en fin d'adolescence à une éducation secondaire ou à une formation, certains jeunes trouvent difficile de profiter de l'éducation obligatoire. Un tel paradoxe exige de notre part des efforts concertés, afin de nous assurer qu'une éducation et une formation sérieuses permettent aux jeunes d'obtenir un emploi et de contribuer à la société. La nouvelle orientation du gouvernement du Canada sur la formation menant à l'emploi doit inclure des mesures qui permettront à plus de jeunes de faire la transition.

Réussite scolaire à l'âge de 15 ans

Classé 2^e sur 29

Le Canada se situe tout en haut du classement concernant le score international moyen des enfants en lecture, en mathématiques et en connaissances scientifiques, ce qui constitue une grande source de fierté.



COMPORTEMENTS ET RISQUES

Habitude de manger des fruits :

2^e sur 29 – pays le mieux coté : le Danemark

Activité physique :

7^e sur 29 – le pays le mieux coté : l'Irlande

Consommation de tabac :

3^e sur 29 – le pays le mieux coté : l'Islande

Le faible taux de consommation de tabac chez les enfants et les jeunes au Canada est remarquable, car c'est l'un des cinq pays où le taux de consommation de tabac chez les jeunes est inférieur à cinq pour cent. Le Canada se classe également parmi les premiers en matière d'habitude de manger des fruits chez les enfants.

Consommation de tabac

Classé 3^e sur 29

Le Canada compte parmi les cinq seuls pays où le taux de consommation de tabac est inférieur à cinq pour cent.



LOGEMENT ET ENVIRONNEMENT

Pollution atmosphérique :

7^e sur 29 – le pays le mieux coté : l'Estonie

La santé et la sécurité des enfants dans leur communauté sont deux aspects essentiels du bien-être, et elles sont mesurées en fonction de deux indicateurs très différents : le taux de criminalité et le degré de pollution. Cette dimension du bien-être est difficile à mesurer en raison du manque d'indicateurs comparables à l'échelle internationale; ceux utilisés dans le rapport sont des indications approximatives du degré général de la violence et de la santé environnementale, respectivement. Les conditions de vie insalubres ou la violence à la maison et dans l'environnement limitent les possibilités de survie et le développement de l'enfant. En moyenne, les enfants canadiens sont moins exposés à la pollution atmosphérique que leurs pairs dans d'autres nations industrialisées, et ce, grâce à une combinaison de situation géographique et de mesures visant à limiter certains types de polluants industriels.

Au milieu

Dans les indicateurs ci-dessous, le Canada se classe au milieu parmi les nations riches ayant une situation similaire.

BIEN-ÊTRE MATÉRIEL

Pauvreté relative des enfants :

13^e sur 29 – le pays le mieux coté : le Luxembourg

Aisance familiale faible :

12^e sur 29 – les pays obtenant les meilleurs résultats : l'Islande et la Norvège.

Comparativement à beaucoup d'autres pays, le Canada a un taux élevé de pauvreté monétaire relative, mais il réussit à réduire l'écart de pauvreté relative des enfants (la différence entre le revenu national médian et la médiane des revenus inférieurs) et à le ramener à une position moyenne parmi les pays industrialisés. Au Canada, les prestations et les transferts de revenus ciblent principalement et de manière efficace les familles à faible revenu, bien que les pays les mieux cotés aient tendance à investir plus dans ces prestations et transferts. Chez les enfants au Canada, la privation matérielle, soit le manque d'articles de base, considérés comme normaux et nécessaires, n'est pas aussi élevée que dans de nombreux autres pays, y compris les pays de l'Europe de l'Est.

SANTÉ ET SÉCURITÉ

Faible poids à la naissance :

10^e sur 29 – le pays le mieux coté : l'Islande

La santé à la naissance, mesurée par le taux de faible poids à la naissance, constitue un baromètre fondamental du bien-être des enfants. Les variations du taux de faible poids à la naissance parmi les nations industrialisées semblent être faibles, mais les différences sont importantes. Selon les *United States Centres for Disease Control and Prevention*, « le poids d'un bébé à la naissance est le plus important déterminant de ses possibilités de survie et de sain développement ». Un faible poids à la naissance influe grandement sur chacune des autres dimensions du bien-être des enfants et est associé à un risque accru de mauvais résultats et rendements pendant l'enfance et au-delà. Les causes à l'origine d'un faible poids à la naissance sont multiples et comprennent une mauvaise santé prénatale et la grossesse à un âge plus avancé.

COMPOTEMENTS ET RISQUES

Habitude de prendre un petit déjeuner :

16^e sur 29 – le pays le mieux coté : les Pays-Bas

Natalité chez les adolescentes :

16^e sur 29 – le pays le mieux coté : la Suisse

Consommation d'alcool :

18^e sur 29 – le pays le mieux coté : les États-Unis

Bagarres :

15^e sur 29 – le pays le mieux coté : l'Allemagne

La dimension « Comportements et risques » comprend une gamme d'habitudes et de comportements déterminants pour le bien-être présent et futur des enfants. Le rendement du Canada dans cette dimension varie grandement, le pays se classant parmi les premières nations comparables, au milieu et parmi les dernières. Dans la plupart des cas, les comportements préjudiciables concernent une minorité d'enfants, mais, dans beaucoup de ces indicateurs, la variation entre les pays est considérable et pourrait être réduite en adoptant des mesures concertées. Par exemple, 39 pour cent des enfants canadiens ne prennent pas de petit déjeuner quotidien. L'insécurité alimentaire¹, le défi visant à concilier les exigences professionnelles et le temps passé en famille, ainsi que l'absence de couverture nationale dans les programmes alimentaires scolaires, qu'assurent beaucoup d'autres nations industrialisées, y contribuent.



Parmi les derniers

Dans les indicateurs ci-dessous, le Canada se classe dans le tiers inférieur parmi les nations riches ayant une situation similaire.

BIEN-ÊTRE MATÉRIEL

Pauvreté relative des enfants :

21° sur 29 – le pays le mieux coté : la Finlande

Bien que le classement général en matière de bien-être matériel place le Canada au milieu, le pays se situe dans le tiers inférieur en ce qui concerne la pauvreté relative des enfants. La moitié des pays au tableau de classement affichent un taux de pauvreté relative des enfants inférieur à dix pour cent, alors qu'il est d'environ 14 pour cent au Canada. C'est plus que le double du taux dans les quatre pays les mieux cotés, à savoir le Danemark, la Finlande, l'Islande et la Norvège. Le fait qu'un pourcentage d'enfants qui vivent dans la pauvreté relative des revenus² au Canada soit supérieur à celui de la République tchèque, par exemple, ne signifie pas que la qualité de vie actuelle des enfants soit inférieure au Canada, car les normes en matière

de revenu varient d'un pays à l'autre. Bien que ne représentant qu'une seule perspective de la pauvreté chez l'enfant, cet indicateur est important, car il indique la proportion d'enfants qui, dans une certaine mesure, ne bénéficient pas des avantages et des conditions de vie « normales » des autres enfants au sein de leur société. Le taux de pauvreté relative des revenus plus élevé dans les familles avec enfants au Canada (lequel est supérieur à celui des autres groupes) est attribuable en partie à la restructuration des emplois en raison de la mondialisation (laquelle entraîne de plus grands écarts de revenu), de même qu'à l'élargissement et au ciblage de nos transferts et de nos prestations d'aide sociale.

SANTÉ ET SÉCURITÉ

En matière de santé et de sécurité, et dans la plupart des indicateurs de cette dimension, le Canada se classe, en moyenne, dans le tiers inférieur du classement des pays industrialisés. Dans un pays qui alloue une proportion relativement élevée des ressources publiques au domaine de la santé, les enfants ont-ils trop peu d'importance? Ceux-ci sont en grande partie invisibles dans le débat public continu sur l'efficacité de la garantie-maladie de base, et des dépenses afférentes, tandis que le surpoids nécessite une certaine attention étant donné l'absence apparente de priorité absolue accordée aux enfants dans la répartition des ressources publiques.

Mortalité infantile :

22° sur 29 – le pays le mieux coté : l'Islande

Tout comme le faible poids à la naissance, le taux de mortalité infantile (TMI) est un indicateur fiable du bien-être des enfants. Dans les nations industrialisées, les différences relativement faibles entre les pays ne représentent donc pas des variations affectant les éléments de base de la santé publique, comme l'accès à l'eau potable et les conditions d'hygiène, mais des variations liées à l'engagement et à la capacité des pays à fournir les services indispensables à la protection de chaque nouveau-né dans ses premières semaines de vie. Le taux est également affecté par les programmes de santé publique visant à promouvoir une grossesse en santé. Le TMI constitue par conséquent le reflet des mesures prises en faveur de la santé de toutes les mères et de tous les enfants, y compris ceux et celles qui vivent dans les pires conditions de vulnérabilité. Seuls les pays de l'Europe de l'Est et les États-Unis affichent un TMI inférieur à celui du Canada. Un débat a actuellement lieu pour savoir si les taux de mortalité infantile au Canada et aux États-Unis doivent inclure les décès des bébés qui, étant nés extrêmement prématurés et (ou) avec un faible poids, sont maintenus en vie pendant un certain temps dans le cadre de soins néonataux intensifs. Dans d'autres pays, ces naissances ne font en effet pas partie des « naissances vivantes ». Toutefois, le fait que le TMI varie considérablement entre les provinces et les territoires et qu'il soit nettement supérieur à la moyenne nationale dans les groupes vulnérables, y compris chez les enfants autochtones, laisse entendre que le Canada peut faire mieux.

Vaccination :

28° sur 29 – les pays obtenant les meilleurs résultats : la Hongrie et la Grèce

En matière de couverture vaccinale, le Canada se situe tout en bas du tableau de classement. Trois des pays les plus riches du monde (l'Autriche, le Canada et le Danemark) sont les seuls dont le taux de vaccination³ se trouve en dessous de 90 pour cent. Le taux de vaccination est un indicateur de la disponibilité et de l'efficacité des services de médecine préventive de base de chaque pays. Comme pour le taux de mortalité infantile et le faible poids à la naissance, les différences relativement faibles entre les pays reflètent l'engagement à mettre à la disposition de tous les enfants, même les plus marginalisés, des services essentiels de médecine préventive. On peut aussi soupçonner que le faible taux enregistré au Canada est lié à des rumeurs se basant sur des recherches discréditées selon lesquelles le triple vaccin ROR (rougeole, oreillons, rubéole) serait associé à des cas d'autisme, et à la protection que l'on croyait réelle en raison de « l'immunité collective » contre des maladies dévastatrices, mais qui ne sont plus courantes. La mise en œuvre de programmes de vaccination de qualité signifie que le public est correctement informé et que les fausses informations sont démenties afin de ne pas mettre en péril la santé des enfants.

Parmi les derniers (suite)

ÉDUCATION

Participation à l'enseignement secondaire : 24^e sur 29 – le pays le mieux coté : la Belgique

Bien que le classement général du Canada dans la dimension Éducation se situe dans la moyenne et que sa cote concernant la réussite scolaire soit très élevée, lorsqu'il s'agit de la participation des jeunes à l'enseignement secondaire (le pourcentage d'enfants âgés de 15 à 19 ans inscrits à l'école), le Canada se situe dans le tiers inférieur, avec d'autres pays industrialisés parmi les plus riches, dont le Royaume-Uni et les États-Unis. Il s'agit là d'un indicateur important, lequel évalue la mesure dans laquelle tous les enfants bénéficient des années de scolarité obligatoire, qui constituent un investissement majeur des ressources publiques dans tout pays industrialisé. Cet indicateur est également associé aux possibilités qu'ont les jeunes au début de leur vie adulte. Les variations qui existent entre les nations ne sont pas très importantes, mais chaque jeune laissé-pour-compte équivaut à une perte de potentiel, potentiel dont dépendra de plus en plus la société vieillissante.

Participation à l'enseignement secondaire

Classé 24^e sur 29

Cet indicateur est associé aux possibilités qu'ont les jeunes à leur entrée dans la vie adulte. Chaque jeune laissé-pour-compte représente une perte de potentiel.



NEET :

22^e sur 28 – le pays le mieux coté : la Norvège

De la même façon au Canada, le taux NEET (le pourcentage des jeunes âgés de 15 à 19 ans n'étant ni étudiants, ni employés, ni stagiaires) se situe dans le dernier tiers. Dans tous les pays, ce taux est affecté par les conditions économiques et les possibilités d'emploi ainsi que par le degré d'efficacité des systèmes d'éducation dans la préparation des jeunes à l'entrée dans la vie active. Le taux NEET du Canada ne peut être qu'en partie imputable à la récession, puisque les données recueillies proviennent du début du ralentissement économique, en 2008. Un taux NEET élevé constitue une menace pour le bien-être présent et futur des jeunes et de leur société. Des recherches menées dans plusieurs pays ont également établi des liens entre le statut « NEET » et les problèmes de santé mentale, de consommation de drogue, de participation à des actes criminels, de chômage de longue durée et de dépendance au système d'aide sociale. Au total, plus de 23 millions de jeunes issus des pays industrialisés font désormais partie de la catégorie NEET.

COMPORTEMENTS ET RISQUES

Surpoids :

27^e sur 29 – le pays le mieux coté : les Pays-Bas

Seuls le Canada, la Grèce et les États-Unis affichent un taux d'obésité chez les enfants supérieur à 20 pour cent, soit deux fois le taux des pays les mieux cotés. Il s'agit là d'un problème grave pour les enfants, tant aujourd'hui que pour l'avenir, compte tenu de la contribution du surpoids aux maladies, dont le diabète. Ainsi, la génération du millénaire pourrait devenir la première dont l'espérance de vie serait inférieure à celle de leurs parents. Selon certains indices récents, le taux d'obésité au Canada s'est stabilisé après de nombreuses années de hausse, mais la persistance d'un taux aussi élevé exige que des mesures efficaces de politiques publiques soient prises afin de le réduire, et ce, à tous les paliers de gouvernement et dans la société.

Surpoids

Classé 27^e sur 29



Il s'agit là d'un problème grave chez les enfants d'aujourd'hui, compte tenu de la contribution du surpoids à la maladie, incluant le diabète.



Parmi les derniers (suite)

COMPORTEMENTS ET RISQUES (SUITE)

Consommation de cannabis :

29^e sur 29 – le pays le mieux coté : la Norvège

Le seul tableau de classement où le Canada arrive bon dernier concerne la consommation de cannabis (le pourcentage des jeunes âgés de 11, 13 et 15 ans ayant signalé avoir consommé du cannabis au cours des 12 derniers mois). Tandis que des pays comme la Finlande, l'Allemagne, la Norvège et la Suède affichent un taux de consommation de cannabis chez les jeunes inférieur à dix pour cent, le taux au Canada est de 28 pour cent, soit une diminution par rapport au taux de 40 pour cent en 2001 et 2002. Au cours de la dernière décennie, la consommation de cannabis chez les jeunes au Royaume-Uni a diminué de plus de la moitié. Le pourcentage de jeunes Canadiens qui déclarent consommer plus fréquemment (plusieurs fois au cours du mois écoulé) est inférieur (moins d'un jeune sur dix), mais la consommation de cannabis est à peu près égale pour les deux sexes.

Le classement du Canada ne peut être entièrement influencé par des facteurs influant sur la déclaration volontaire des jeunes, incluant la « normalisation » de la consommation de cannabis dans toute société. Il s'agit là d'une préoccupation majeure, étant donné le nombre important de très jeunes personnes impliquées et les répercussions sur leur santé mentale et physique, leur réussite scolaire, leurs relations et leur avenir – y compris les conséquences qu'engendrent chez les jeunes les expulsions de l'école et l'implication dans le système de justice pénale. En 2006, au Canada, plus de 4 700 enfants âgés de 12 à 17 ans ont été accusés d'une infraction liée au cannabis⁴. Ce comportement à risque exige une attention concertée de la politique publique fondée sur les faits; le Canada ayant réussi à réduire la consommation de tabac chez les jeunes jusqu'à l'obtention d'un taux relativement très faible.

Intimidation:

21^e sur 29 – le pays le mieux coté : l'Italie

Au Canada, le taux d'intimidation, soit le pourcentage des enfants ayant signalé avoir fait l'objet d'intimidation à l'école, est légèrement supérieur à celui d'autres pays industrialisés. Les répercussions qu'entraîne l'intimidation sur les enfants sont souvent exacerbées par l'utilisation des médias sociaux, en particulier chez les filles. Tous les enfants concernés risquent de subir de graves conséquences, tant sur le plan physique que mental, social, scolaire et juridique.

Intimidation

Classé 21^e sur 29

Au Canada, le taux d'intimidation est légèrement supérieur au taux moyen des pays industrialisés.



LOGEMENT ET ENVIRONNEMENT

Taux national d'homicides :

22^e sur 29 – le pays le mieux coté : l'Islande

Un taux d'homicides relativement élevé constitue un indicateur indirect du niveau général de violence au sein d'une société. La violence conjugale et le crime organisé sont les principaux contextes d'homicide au Canada, et les taux sont plus élevés dans les communautés qui affichent un taux supérieur de pauvreté et d'exclusion sociale. Aucun enfant ne devrait grandir en subissant des actes violents, en être témoin ou les redouter. Un environnement violent risque de perturber le développement physique, affectif et intellectuel normal de l'enfant et de nuire à son bien-être à court et à long terme. La violence dans la vie des enfants revêt de multiples formes, y compris la maltraitance et autres mauvais traitements.



Partie 2 : Ce qu'en disent les enfants

Il est particulièrement préoccupant que le Canada ait reculé de sept places dans le tableau de classement du bien-être mesuré en fonction de la satisfaction des enfants à l'égard de la vie⁵. Pour la plupart des pays, il existe une relation assez étroite entre les résultats objectifs du tableau de classement et ceux plus subjectifs dans le classement de la satisfaction des enfants à l'égard de la vie. Lorsque les enfants sont invités à dire ce qu'ils pensent de leur vie et des priorités, le Canada passe toutefois du 17^e rang en matière de bien-être (une position médiane) et au 24^e rang relativement à la satisfaction des enfants à l'égard de la vie (ce qui le place dans le dernier tiers). Seuls les pays de l'Europe de Est, soit la Slovaquie, la Hongrie, la Pologne et la Roumanie, obtiennent une note inférieure à celle du Canada dans le classement de la satisfaction des enfants à l'égard de la vie.

La bonne nouvelle, c'est que près de 84 pour cent des enfants au Canada affirment éprouver une assez grande satisfaction à l'égard de la vie, ce qui est très près de la moyenne dans les pays industrialisés. Aux Pays-Bas, 95 pour cent des enfants ont affirmé avoir un niveau de satisfaction élevé.

Les nouvelles sont moins reluisantes lorsque nous mesurons l'évaluation subjective des enfants en ce qui concerne la qualité de leurs relations étroites. Dès les premières années,

le sentiment de bien-être de l'enfant (et son niveau objectif de bien-être mesuré en santé, éducation, comportements à risque, etc.) est intimement lié aux relations qu'il tisse, notamment avec ses parents et ses pairs. Aucun enfant ne se développe sans faire l'expérience des difficultés et des tensions naissant des relations avec sa famille et ses pairs. Cependant, la prolongation ou l'aggravation de ces difficultés peut provoquer du stress, de l'anxiété ou un état dépressif chez beaucoup d'enfants. La qualité et la contribution au bien-être des relations de l'enfant avec son entourage sont naturellement difficiles à définir et à mesurer, mais les indicateurs de notre tableau de classement des relations des enfants avec leurs parents et leurs pairs fournissent quelques pistes en ce sens.

Le classement du Canada en fonction de la moyenne des trois scores liés aux relations est très bas, et le pays se classe 25^e sur 28 nations industrialisées. Seulement 58 pour cent des enfants au Canada trouvent leurs camarades de classe « gentils et serviables », soit l'un des taux les plus bas du monde industrialisé. Un peu moins de 80 pour cent trouvent « facile de parler avec leur mère », mais seulement 63 pour cent trouvent facile de parler avec leur père. Le Canada, les États-Unis et la France sont les seuls pays figurant dans la partie inférieure des trois classements (relations avec les camarades de classe, les mères et les pères) :

Pays	Moyenne des trois scores	% des enfants qui trouvent leurs camarades de classe gentils et serviables	% des enfants qui trouvent facile de parler avec leur mère	% des enfants qui trouvent facile de parler avec leur père
Canada	66,7	58,2	79,3	62,6
Pays-Bas (pays le mieux coté)	84,5	80,4	91,7	81,4

Les relations des enfants avec leurs parents et avec leurs pairs ont considérablement changé en une génération; les familles sont plus petites et plus isolées; ils doivent effectuer plus de transport et faire face à d'autres exigences dans leur milieu de travail; et les médias sociaux prennent une grande place dans la vie des enfants. Les gouvernements, les employeurs et les autres institutions qui influent sur la vie familiale doivent porter une plus grande attention à l'établissement de saines relations. Les institutions qui élaborent des politiques et des programmes qui concernent les enfants peuvent en faire plus pour les écouter et veiller à ce que leurs opinions contribuent à façonner de telles interventions.

Partie 3 : Le bien-être des enfants – 10 ans de travaux

Dans l'ensemble, le bien-être des enfants s'est amélioré au cours de la première décennie du nouveau millénaire. Tous les pays affichent des progrès dans la plupart des indicateurs de bien-être des enfants mesurés dans le *Bilan Innocenti* de l'UNICEF. Certains en ont réalisé dans plus d'indicateurs que d'autres, et plusieurs pays ont fait de plus grands progrès que d'autres dans des indicateurs en particulier. Le tableau de l'UNICEF comparant le classement de chaque pays au début et à la fin de la décennie démontre que les résultats sont restés relativement stables, bien que certains changements significatifs puissent être observés.

COINCÉ AU MILIEU

La position du Canada dans le classement n'a pas changé au cours de la dernière décennie, le pays occupant le 14^e rang sur 21 nations – classement basé sur un ensemble plus limité d'indicateurs et de pays pour lesquels il existe des données comparables.

Les pays nordiques viennent toujours en tête des classements. Certains pays moins bien classés dix ans auparavant, dont le Royaume-Uni, l'Irlande et les pays de l'Europe de l'Est, ont fait de remarquables progrès. Une grande priorité accordée à l'investissement dans les enfants est à l'origine d'une grande part des progrès réalisés au Royaume-Uni, qui comprennent des stratégies ciblées visant à réduire la pauvreté chez l'enfant, à renforcer l'apprentissage et l'éducation précoces, à procurer des logements abordables, et à augmenter les prestations pour enfants.

PROGRÈS RÉALISÉS

En mesurant les changements apportés dans chacun des indicateurs de bien-être, nous observons que de nombreux développements positifs pour les enfants ont été assurés au cours de la dernière décennie. Le Canada a en effet réalisé d'importants progrès en réduisant la **consommation de tabac**, et des progrès notables ont été accomplis relativement aux taux de **natalité chez les adolescentes**, à la participation à **l'enseignement secondaire**, et, surtout, à la consommation de cannabis (le taux étant passé de 40 pour cent qu'il était en 2001 et 2002 à 28 pour cent en 2009 et 2010), lequel taux demeure toutefois très élevé. Tandis que des progrès ont été réalisés dans presque tous les autres indicateurs, le niveau de réussite scolaire, lui, s'est stabilisé, et les progrès visant à réduire l'intimidation et les bagarres s'avèrent très limités.



PARMI LES DERNIERS

Au cours de la dernière décennie, seul le taux **d'obésité** chez l'enfant a augmenté au Canada, mais il pourrait s'être stabilisé depuis les deux dernières années. La Belgique, la France, l'Espagne et le Royaume-Uni sont les seuls pays industrialisés qui ont réussi à réduire au cours de la dernière décennie le pourcentage d'enfants en surpoids, et ils pourraient constituer une source de solutions politiques en complément de celles déjà en cours au Canada. Le Royaume-Uni, par exemple, a recours à la législation pour restreindre la commercialisation des aliments qui fournissent un maigre apport nutritionnel aux enfants.

Il est également préoccupant que le niveau de **satisfaction des enfants à l'égard de la vie** ait diminué au cours de la dernière décennie dans la moitié des pays industrialisés, contrairement à l'autre moitié où des augmentations en ce qui concerne la satisfaction des enfants à l'égard de la vie ont été signalées. Ce sont toutefois le Canada, l'Autriche et la Grèce qui affichent la plus forte baisse. Il convient également de noter que, bien que le taux d'aisance familiale faible ait été amélioré, le taux de pauvreté relative des enfants au Canada a été assez stable – le *Bilan* ne tient pas compte de cet indicateur dans son analyse décennale en raison des différences qui existent dans la façon dont le taux de la pauvreté relative des revenus est maintenant calculé dans les pays comparés.

Indicateurs qui ont été améliorés au Canada

- ▲ Aisance familiale faible
- ▲ Mortalité infantile
- ▲ Participation à l'enseignement secondaire
- ▲ Réussite scolaire à l'âge de 15 ans
- ▲ Natalité chez les adolescentes
- ▲ Consommation de tabac
- ▲ Consommation d'alcool
- ▲ Consommation de cannabis
- ▲ Bagarres
- ▲ Intimidation

Indicateurs qui se sont aggravés au Canada

- ▼ Surpoids
- ▼ Satisfaction des enfants à l'égard de la vie

Partie 3 : Le bien-être des enfants – 10 ans de travaux (suite)

LE CANADA, UN PIONNIER EN MATIÈRE DE SUIVI DU DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE

Le *Bilan* souligne la réalisation du Canada et de l'Australie, qui sont devenus les deux premiers pays du monde à mettre en place des systèmes de suivi périodique des progrès liés au développement des jeunes enfants au cours des années précédant leur entrée à l'école. L'*Early Development Instrument* du Canada (EDI : Instrument de mesure du développement de la petite enfance du Canada)⁶ a permis de faire un premier pas afin de déterminer le pourcentage de jeunes enfants dont le développement est considéré comme étant « sur la bonne voie », « en situation de risque » ou « vulnérable ». L'EDI a été adapté pour être utilisé en Australie, et de nombreux autres pays s'y intéressent aussi. Des experts canadiens ont utilisé la section de développement du jeune enfant de l'UNICEF pour créer un indice du développement du jeune enfant et l'inclure dans le quatrième cycle des enquêtes à indicateurs multiples (MICS) menées par l'UNICEF dans près de 50 pays à revenu faible ou intermédiaire.

Une récente analyse des résultats EDI au Canada a démontré que :

- Environ 25 pour cent des enfants font face à certaines difficultés qui les empêchent de tirer complètement parti de l'enseignement dispensé à l'école : 30 pour cent des enfants issus de familles pauvres et de familles des Premières Nations sont vulnérables du point de vue du développement, contre 15 pour cent des enfants issus de familles plus aisées. Toutefois, en nombre absolu, des enfants sont vulnérables dans tout le gradient socioéconomique.
- Les garçons ont une nette tendance à présenter une plus grande vulnérabilité que les filles en ce qui concerne le développement.
- Des études de suivi issues des premières évaluations auprès de communautés spécifiques ont confirmé la relation entre « la capacité d'apprentissage à l'école », telle qu'elle est identifiée par l'EDI, et les résultats scolaires en troisième année.

Agir

Le Canada s'en tire bien dans de nombreux aspects du bien-être des enfants. Il est toutefois évident qu'il peut faire mieux lorsque l'on constate les niveaux atteints dans des nations ayant une situation similaire. Il est également préoccupant que son classement ne se soit pas amélioré en une décennie bien que, comme dans la plupart des autres pays, des progrès aient été réalisés dans presque tous les aspects du bien-être des enfants.

Chaque nation veut ce qu'il y a de mieux pour ses enfants. Leur bien-être est la responsabilité que se partagent la famille, la communauté et les institutions publiques. Tous les indicateurs du *Bilan* peuvent être influencés par les politiques gouvernementales adoptées. Sortir davantage d'enfants de la pauvreté au Canada grâce à la formation, ainsi qu'à l'emploi, et accorder une plus grande priorité aux enfants dans les services sociaux, et les services de protection de l'enfance, permettra d'accroître leur bien-être dans tous les domaines, en améliorant les relations avec leurs parents et leurs pairs, ainsi que leur santé et leur éducation, et en réduisant les comportements à risque. Pour chaque indicateur où le Canada démontre des faiblesses, il existe des mesures spécifiques – dont beaucoup sont en cours, déjà à l'étude ou proposées – qui peuvent être maintenues ou dont la mise en œuvre peut être accélérée. La plupart des aspects du bien-être des enfants analysés dans le *Bilan* supposent une interaction de déterminants psychosociaux, économiques et environnementaux d'une telle complexité qu'il n'existe pas de cause ni de solution unique.

1. Accorder la priorité aux enfants dans les allocations budgétaires et dans l'impartition des ressources nationales

Les pays en tête des classements sont ceux qui investissent davantage dans les prestations et les services à l'enfance. Le gouvernement fédéral doit réviser la proportion de son budget allouée aux prestations et aux services à l'enfance, en particulier pour les familles à plus faible revenu, et s'assurer que les enfants reçoivent une juste part des ressources publiques. Tous les

paliers de gouvernement devraient rendre publics les budgets qui indiquent clairement les allocations directes aux prestations et aux services à l'enfance afin de veiller à ce que la priorité soit accordée aux enfants dans les investissements publics.

2. Augmenter l'aide aux familles et aux enfants afin d'encourager de saines relations

Dans le *Bilan*, les inquiétants indicateurs sur les relations signifient que nous devons porter une plus grande attention à l'établissement de saines relations à la maison et avec les pairs. La confiance des parents et une bonne communication avec eux exercent une plus grande influence sur la santé psychologique des enfants, sur leur participation à l'école et sur leurs comportements à risque, que l'aisance familiale. Les priorités du Canada en matière de politique publique doivent être établies en tenant compte des défis que présente l'éducation des enfants dans une famille plus petite et plus isolée, et du fossé numérique qui souvent sépare les parents et les enfants, en raison de la place en pleine évolution que prennent les médias sociaux dans la vie des jeunes. Des investissements judicieux dans les services produisent d'excellents résultats dans les pays les mieux cotés. Le *New Deal for Families* publié par le *Human Early Learning Partnership* (partenariat d'apprentissage de la petite enfance) propose des politiques qui permettent de contrer le gel des salaires au Canada, d'éviter les coûts élevés de logement et de garde d'enfants, d'éliminer les longues heures passées au travail et dans les transports, et faire disparaître la pression qu'exercent ces conditions sur les familles qui élèvent des enfants.

Agir (suite)

Il est possible pour les parents d'améliorer la communication avec leurs enfants en prenant chaque semaine un plus grand nombre de repas ensemble. Les familles canadiennes affirment en effet prendre très peu de repas ensemble, comparativement à celles de beaucoup d'autres pays. L'initiative Repas santé, repas pensé de l'UNICEF offre de télécharger gratuitement des cartes qui aident à stimuler les conversations; abordant différents sujets, ces cartes peuvent être utilisées lors des repas en vue de favoriser une conversation fructueuse. unicef.ca

3. Accorder une plus grande priorité à la santé de l'enfant

Pour réduire le taux élevé de **mortalité infantile** et augmenter le taux de vaccination, nos programmes de santé publique doivent accorder une plus grande priorité aux enfants, en déployant un effort concerté visant à venir en aide aux plus isolés grâce à des services accessibles et culturellement appropriés. Bien que le programme national canadien de nutrition prénatale et le Programme d'action communautaire pour les enfants contribuent à stimuler la création d'environnements favorables à la santé de l'enfant, les efforts actuels ne suffisent pas. Le Canada pourrait, par exemple, investir davantage pour lutter contre les rumeurs publiques concernant la vaccination, et étendre la couverture des services de santé aux populations plus difficiles d'accès, incluant l'augmentation de pratiques novatrices visant à joindre les communautés à faible revenu, les enfants autochtones et les nouveaux arrivants.

Le pourcentage élevé **d'enfants présentant un surpoids** doit être réduit au moyen de multiples mesures soutenues et adaptées à la vie familiale et communautaire actuelle. Les efforts visant à rendre les aliments sains et abordables plus facilement accessibles dans les écoles et les quartiers, et à promouvoir le jeu et l'activité physique loin des écrans, devraient être entrepris plus rapidement, et ce, tout en étant fortement basés sur les faits, afin de refléter la réalité de la vie des jeunes et de répondre aux besoins des familles⁷. Les propositions suivantes devraient être examinées en profondeur en raison de leur potentiel à améliorer la santé des enfants : procurer de meilleurs renseignements nutritionnels sur les emballages des aliments et dans les restaurants; décourager la production d'aliments à teneur élevée en gras saturés, en acides gras trans, en sucre et en sodium; et restreindre de manière plus efficace la production et la commercialisation d'aliments à teneur élevée en sel, en sucre et en gras, et procurant un faible apport nutritionnel aux enfants. Une stratégie nationale axée sur les enfants et l'alimentation **(incluant des politiques alimentaires et des programmes de repas scolaires, les connaissances alimentaires et des programmes de potagers scolaires) a été préconisée, afin de s'assurer que tous les enfants ont, en tout temps, accès à des aliments sains et nutritifs⁸.**

4. Lutter contre les comportements à risque

Le Canada doit en faire davantage pour réduire la proportion de ses enfants qui consomment du **cannabis**, et agir avec la même intensité dont il a fait preuve pour réduire la consommation de tabac. La réduction des taux de consommation quotidienne de tabac peut refléter un changement d'attitude chez les jeunes envers le tabagisme, lequel changement peut être en grande partie attribuable aux initiatives politiques agressives (interdiction de fumer dans les lieux publics et hausse des prix) et aux campagnes antitabac ciblant les jeunes. Beaucoup d'adolescentes et d'adolescents canadiens croient que fumer du cannabis à l'occasion ne présente qu'un « faible risque », voire « aucun risque », pour leur santé. Ils considèrent aussi que la consommation régulière de cannabis est moins dangereuse que la consommation de cigarettes. La fausse information à propos du cannabis et la disponibilité du produit sont très préoccupantes. L'accent devrait être mis sur des programmes factuels visant à en prévenir la consommation et à réduire les dommages chez ceux et celles qui en consomment déjà. Les sanctions juridiques contre les jeunes donnent généralement des résultats encore pires et n'améliorent en rien leur vie.

L'intimidation a fait l'objet d'une attention publique soutenue et d'une attention politique accrue au cours des quelques dernières années, une attention accompagnée d'un nombre toujours plus important d'éléments probants indiquant les types d'intervention qui ont lieu à la maison, à l'école et dans les groupes de pairs les plus susceptibles de la réduire. Nos efforts actuels ne suffisent pas, puisque le taux d'intimidation n'a pas diminué en une décennie. Le rôle des sanctions juridiques et autres imposées aux enfants auteurs d'actes d'intimidation reste une intervention mal ciblée, comparativement aux nombreuses autres méthodes d'intervention efficaces. Celles-ci devraient accorder la priorité à la prévention, en mettant davantage l'accent sur l'apprentissage de l'établissement de saines relations, sur la divulgation d'information efficace aux jeunes concernant l'utilisation et la gestion des médias sociaux, et sur la mise en place de mesures disciplinaires progressives dans les écoles, qui seraient fortement axées sur le rôle réel des adultes, incluant les parents, le personnel enseignant et les législateurs.

5. Améliorer la voie menant de l'éducation au marché du travail

Le Canada doit en faire plus pour s'assurer que l'éducation obligatoire prépare tous les jeunes à un avenir productif, et l'enseignement secondaire doit les aider à trouver la voie qui les mènera à un emploi décent. Malgré les progrès réalisés au cours de la dernière décennie concernant le taux de participation des jeunes à l'enseignement secondaire, ce taux demeure inférieur à celui de nombreux autres pays industrialisés. Il est clairement établi que les garçons sont de plus en plus indifférents à l'école secondaire et qu'ils participent moins à l'enseignement secondaire⁹. Il y a un débat nourri sur les rôles respectifs de la technologie et des connaissances de base par opposition aux compétences générales en matière de créativité et d'esprit d'entreprise, ainsi que des activités professionnelles par opposition aux études universitaires et à l'apprentissage expérientiel dans le parcours allant de la maternelle au marché du travail. De toute évidence, il est nécessaire de proposer des trajectoires d'apprentissage plus personnalisées pour garder les jeunes sur la voie qui mène aux emplois disponibles.

Agir (suite)

6. Rendre la gouvernance plus attentive aux besoins des enfants

Pour soutenir ces efforts, nous devons rester attentifs aux besoins de nos enfants. **Mesurer les progrès réalisés en matière de bien-être des enfants est essentiel** à l'établissement d'une politique publique efficace et à la répartition rentable des ressources limitées. Le produit intérieur brut (PIB) par habitant, une mesure historiquement utilisée pour évaluer le bien-être économique et social, ne constitue pas un bon indicateur du bien-être de l'enfant. Les *Bilans Innocenti* de l'UNICEF ont démontré qu'il ne semblait pas y avoir de rapport direct entre le PIB par habitant et le bien-être général de l'enfant. Le Canada doit produire périodiquement un rapport sur la situation des enfants; ce rapport doit mesurer différents indicateurs en fonction des conditions d'une enfance heureuse. Il devra aussi présenter et analyser clairement et régulièrement les données de sorte que la situation des enfants soit surveillée par le public et faire l'objet de débats. Bien que la comparaison internationale comme celle présentée dans le *Bilan* de l'UNICEF fournisse d'importantes indications sur ce que fait un pays pour ses enfants, le suivi du bien-être de nos enfants à l'échelle nationale constitue la tâche la plus importante. Le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux doivent bénéficier de données précises sur la façon dont se portent les enfants, car tous les paliers gouvernementaux prennent des décisions qui ont un effet considérable sur leur vie. Notre Parlement, de même que ceux et celles qui élaborent les lois et les politiques devraient utiliser ces rapports pour tenir compte des problèmes, comme l'obésité, avant qu'ils n'atteignent des proportions épidémiques ainsi que pour orienter les investissements afin de répondre aux besoins des enfants et de respecter leurs droits. La population devrait disposer de cette information pour déterminer ce qu'il faut exiger de nos gouvernements et sur la façon d'évaluer leur rendement.

Le Canada recueille une somme considérable de données sur les enfants, mais en l'absence d'un débat sérieux et d'un consensus sur ce qui devrait être mesuré, il y a d'importantes lacunes. Certaines des données que nous recueillons à l'échelle provinciale ou territoriale ne sont pas comparables d'une juridiction à l'autre. Par exemple, nous n'avons aucune donnée précise sur le nombre d'enfants pris en charge par l'État, tandis que les enfants des Premières Nations ainsi que d'autres groupes autochtones sont souvent laissés-pour-compte ou cachés dans les moyennes. Il y a des litiges sur la façon dont nous mesurons la prestation des services de garde à l'enfance, les dépenses en services et prestations pour enfants, et la pauvreté chez les enfants.

De récents programmes visant à mesurer le bien-être des Canadiennes et des Canadiens indiquent comment utiliser les données dont nous disposons pour faire part des progrès. Le *Bilan comparatif du Conference Board of Canada*, présenté dans *How Canada Performs: A Report Card on Canada*, propose 17 indicateurs de comparaison internationale et classe le Canada au 7^e rang sur 17 pays industrialisés, soit une position similaire à celle qu'occupe le Canada dans le *Bilan* de l'UNICEF sur le bien-être des enfants. Le classement du Canada dans les deux bilans comparatifs n'a pas changé au cours de la dernière décennie. L'Indice canadien du mieux-être est un indice composite national qui mesure les variations de la qualité de vie des Canadiennes et des Canadiens dans plusieurs dimensions,

dont l'économie, la santé, l'éducation et l'environnement. Il révèle que, bien que le PIB au Canada ait connu une forte progression au cours de la dernière décennie, la croissance en matière de bien-être a été beaucoup plus limitée et a ralenti lors de la récente période de récession. La façon dont nous mesurons notre succès en tant que pays en dit long sur ce que nous valorisons et, bien que plusieurs indicateurs relatifs aux enfants soient inclus dans ces indices, l'absence d'un programme national visant à mesurer le bien-être des enfants constitue une lacune, qu'il est temps de combler.

Ce que le *Conference Board of Canada's Society Report Card* révèle sur les enfants canadiens (en anglais : *Bilan social comparatif du Conference Board du Canada*)

Le *Bilan social* se fonde sur quatre indicateurs semblables à ceux utilisés dans le *Bilan* de l'UNICEF et attribue une mauvaise note au Canada concernant la pauvreté des enfants; il souligne que la pauvreté relative des enfants est passée de 12,8 pour cent à 15,1 pour cent depuis le milieu des années 1990, une situation étant décrite comme « particulièrement décourageante ». Le *Bilan social* accorde une note moyenne au Canada concernant le pourcentage de jeunes sans emploi. De plus, il estime qu'il vaut la peine de lancer un nouveau débat, car la satisfaction à l'égard de la vie telle que déclarée par l'ensemble des Canadiennes et des Canadiens de tous les âges se classe en excellente position dans le *Bilan social*, contrairement au faible taux dont fait état le *Bilan* de l'UNICEF au sujet des enfants. Dans les deux rapports, le Canada affiche un taux d'homicides relativement élevé, comparativement à la plupart des autres pays industrialisés. Le *Bilan social* utilise un indicateur de « mobilité intergénérationnelle du revenu » qui accorde au Canada un rang élevé (les enfants né de parents pauvres au Canada ne sont pas aussi susceptibles de rester pauvres une fois adultes qu'ils le seraient dans certains autres pays, dont les États-Unis et l'Angleterre); le *Bilan* prévient toutefois que l'accroissement des inégalités de revenu risque de limiter cette possibilité pour les enfants. Selon le *Conference Board du Canada*, « le classement du Canada au milieu signifie que le pays n'est pas à la hauteur de sa réputation, ni de son potentiel ».

Enfin, le fait que la perception qu'ont les enfants de leur propre bien-être soit si différente de celle dégagée par les indicateurs « objectifs », comme la réussite scolaire et une alimentation saine, indique que les décideurs ainsi que les autres dirigeantes et dirigeants doivent écouter ce que les enfants ont à dire à propos de leur vie. Un commissaire national à l'enfance et à la jeunesse pourrait contribuer à accorder une plus grande priorité aux enfants dans les politiques publiques, et transmettre les points de vue des enfants et des jeunes, afin d'éclairer la prise de décisions qui les concernent.



Les lacunes

Mesurer et comparer les niveaux de bien-être des enfants dans les différents pays est une tâche imparfaite impliquant des écarts et des limites. Ce processus pourrait être amélioré si on rendait disponibles les données internationales comparables sur des indicateurs déterminants de blessure (une cause majeure de mortalité chez l'enfant au Canada), de suicide, de santé mentale chez l'enfant, de mauvais traitements infligés à l'enfant (maltraitance et négligence), d'enfants en détention, et d'enfants pris en charge par l'État, entre autres. La plupart des données disponibles sur la vie des enfants concernent les plus âgés, bien que le Canada ait été le premier pays à mettre en place un suivi des indicateurs du développement du jeune enfant. Il serait également judicieux d'analyser les interdépendances qui existent entre les indicateurs. Au Canada, par exemple, l'Agence de santé publique a révélé que le sexe constitue un puissant facteur déterminant des nombreux aspects de la vie à l'adolescence : la santé physique et émotionnelle; la satisfaction à l'école et à la maison; les modes de vie sains; et l'intimidation et les blessures. Les inégalités socioéconomiques associées à la richesse et au statut social de la famille (la profession des parents, par exemple) exercent aussi une grande influence sur de nombreux aspects du bien-être des 'enfants'¹⁰.

Les comparaisons internationales dépendent généralement des moyennes nationales, lesquelles masquent les écarts et les inégalités avec lesquelles vivent les groupes d'enfants particulièrement vulnérables. Des enquêtes nationales menées au Canada révèlent que les enfants provenant d'une famille à faible statut socioéconomique ainsi que les enfants autochtones obtiennent généralement des résultats nettement inférieurs à nos moyennes nationales dans la plupart des indicateurs. Bien qu'il y ait des lacunes dans notre façon de mesurer cela à l'intérieur de notre propre pays, il est rapporté, par exemple, que le taux de pauvreté relative des enfants des Premières Nations est environ quatre fois supérieur à la moyenne nationale, et que le taux de mortalité infantile dans certaines communautés est, lui, sept fois supérieur. Les variations géographiques au Canada sont également importantes pour de nombreux indicateurs du bien-être des enfants, certaines provinces et certains territoires se classant nettement mieux que d'autres, tandis que plusieurs affichent de plus grands écarts chez les enfants laissés-pour-compte.

Il manque des données canadiennes dans certains indicateurs du *Bilan* de l'UNICEF : taux de privation des enfants; taux de mortalité infantile et de mortalité chez les jeunes; taux de participation à l'éducation de la petite enfance; nombre de pièces habitées par personne; et problèmes multiples de logement. Nous n'avons pas participé aux enquêtes internationales, principalement celles administrées par l'Union européenne, d'où sont extraites les données comparatives. Toutefois, selon les données présentées en 2007, le nombre de pièces habitées par personne au Canada (une mesure substitutive au surpeuplement des logements) était de 1,5, soit un nombre similaire à celui des pays les mieux cotés dans l'actuel *Bilan*¹¹. L'accès à un logement sûr et abordable et les besoins impérieux en matière de logements constitueraient des indicateurs plus déterminants des problèmes de logement pour les enfants au Canada¹². Nous pouvons également estimer à 62 pour cent au Canada le « pourcentage d'enfants inscrits à l'éducation préscolaire qui sont âgés de 4 ans à l'âge de commencer la scolarité obligatoire », ce qui ne tient pas compte des services de garde informels, mais reflète la mesure dans laquelle les gouvernements investissent dans l'éducation préscolaire, et placerait le Canada au bas de ce tableau de classement¹³.

Le *Bilan* ne reflète pas totalement les répercussions qu'entraîne sur les enfants l'actuelle crise financière. Le rapport s'appuie sur les plus récentes données internationales comparables et disponibles, lesquelles remontent principalement à 2009 et 2010, ce qui nous ramène au début de la crise financière majeure qui a touché beaucoup de pays en 2008. Comme il est souligné dans le *Bilan*, beaucoup des indicateurs du bien-être des enfants évoluent lentement en raison des investissements à long terme, et de nombreux résultats découlant des récentes décisions politiques qui tardent encore à se faire sentir. La crise financière et le mordant des mesures d'austérité, prévues en raison de l'instabilité économique prolongée, engendreront de nombreuses conséquences. Au cours des trois dernières années, beaucoup de nations ont connu une hausse du taux de chômage, une baisse des revenus réels (en particulier chez les personnes à faible revenu), et des coupures dans les services publics, dont dépendent plus largement les enfants démunis. Tel est le contexte dans lequel se produiront les futurs changements dans le bien-être de l'enfant. Reste à savoir s'ils seront atténués ou non par les choix politiques que nous ferons aujourd'hui.



Conclusion

Les gouvernements doivent faire tout en leur pouvoir pour éviter que le plus lourd fardeau de l'austérité et des coupes budgétaires n'accablent ceux et celles qui sont les moins en mesure de les supporter. L'enfance est une période de développement rapide et délicat du corps et de l'esprit, un moment où les connaissances doivent conduire aux compétences, mais où les faiblesses peuvent aussi résider. C'est une période pendant laquelle les tendances futures en matière de santé et de bien-être sont établies et où la moindre perturbation peut entraîner des conséquences permanentes et des coûts à long terme. Il est essentiel de protéger les années d'enfance, non seulement pour le bien-être des enfants aujourd'hui, mais aussi pour la société de demain. Cet aspect devrait être une priorité; il ne devrait jamais être mis de côté, même temporairement, sous prétexte qu'il existe d'autres exigences soi-disant plus pressantes. Les enfants ont le droit de faire avant tout appel aux ressources et aux capacités de leur pays, dans les bons comme dans les mauvais moments. Chaque gouvernement doit avoir une politique explicite afin que la priorité soit accordée à l'intérêt supérieur et aux besoins des enfants lors de la prise de décisions. Il y aura toujours quelque intérêt plus immédiat que la protection du bien-être des enfants, mais il n'y en aura jamais de plus important.

Pour obtenir davantage de renseignements, visitez le unicef.ca/bi11.

Dans sa plus récente étude sur les comportements de santé des jeunes d'âge scolaire, l'Agence de la santé publique du Canada présente une analyse détaillée de beaucoup des indicateurs figurant dans le *Bilan* de l'UNICEF. Une analyse utile est présentée au http://www.phac-aspc.gc.ca/hp-ps/dca-dea/publications/yjc/ch8_151_159-fra.php.

Le Programme international pour le suivi des acquis des élèves constitue une autre source de données importante pour le *Bilan Innocenti* de l'UNICEF; le Conseil des ministres de l'Éducation du Canada en présente une analyse canadienne détaillée au [http://www.cmec.ca/211/Programmes-et-initiatives/Evaluation/Programme-international-pour-le-suivi-des-acquis-des-eleves-\(PISA\)/PISA-2012/index.html](http://www.cmec.ca/211/Programmes-et-initiatives/Evaluation/Programme-international-pour-le-suivi-des-acquis-des-eleves-(PISA)/PISA-2012/index.html).

© UNICEF Canada/2010/Sri Utami

1. Selon l'étude de Santé Canada, intitulée *Insécurité alimentaire des ménages au Canada en 2007-2008 : statistiques et graphiques clés*, <http://www.hc-sc.gc.ca/fn-an/surveil/nutrition/commun/insecurit/key-stats-cles-2007-2008-fra.php>, une famille sur dix avec au moins un enfant âgés de moins de six ans est en situation d'insécurité alimentaire. Selon Banque alimentaires Canada, les enfants représentent 38 % des utilisateurs de banques alimentaires au pays. (2012). *Hunger Count 2012*.
2. Le pourcentage d'enfants qui vivent dans des familles dont le revenu est de 50 % inférieur au revenu national médian.
3. Contre la poliomyélite, la rougeole et le DPT3.
4. Ministère de la Justice du Canada (2008), Centre canadien de la statistique juridique.
5. Basé sur l'*Échelle de satisfaction de la vie*, ce tableau présente la proportion d'enfants âgés de 11, 13 et 15 ans qui ont signalé dans chaque pays un niveau de satisfaction élevé (score de 6 ou plus sur une échelle allant de 0 à 10, où 10 équivaut à « la meilleure vie imaginable à mes yeux »).
6. L'EDI a été mis au point dans les années 1990 au Canadian Institute For Advanced Research et au Canadian Centre for the Study of Children at Risk (désormais appelé l'Offord Centre for Child Studies à l'Université McMaster, en Ontario). Vers la fin de la décennie, le gouvernement du Canada a pris un engagement important pour évaluer « la capacité d'apprentissage des enfants canadiens afin d'estimer les progrès réalisés pour leur offrir dès les premières années les meilleures chances de réussite dans la vie ». Après une mise en œuvre pilote à North York, Toronto, l'EDI a été finalisé en 2000. Dix ans plus tard, l'ensemble du pays était presque couvert. Cette initiative permet désormais de consulter des « cartes du développement des enfants » disponibles en ligne et sous forme de publications.
7. À l'échelle fédérale, les initiatives comprennent des politiques et des directives en matière de nutrition, telles que *Bien manger avec le Guide alimentaire canadien*, de même que des directives concernant l'alimentation des bébés et la nutrition prénatale. Des provinces ont pris des mesures afin de développer l'économie rurale, d'encourager la consommation d'aliments produits localement, et d'adopter des politiques visant à améliorer la sécurité alimentaire et à promouvoir une alimentation saine. Ces mesures comprennent la *Community Food Action Initiative* en Colombie-Britannique, le *Nutrition Framework* au Yukon, les *Nutrition Guidelines for Children and Youth* en Alberta, la *Northern Healthy Foods Initiative* au Manitoba, le *Student Nutrition Program* en Ontario, et le *Framework for Action on Nutrition* au Nunavut. Des programmes ont également été adoptés à l'échelon municipal.
8. Le 4 mars 2013, Olivier De Schutter, le rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, a présenté aux Nations Unies son Rapport de décembre 2012 sur le Canada.
9. http://www.phac-aspc.gc.ca/hp-ps/dca-dea/publications/hbsc-2004/chapter_11-fra.php
10. http://www.phac-aspc.gc.ca/hp-ps/dca-dea/publications/hbsc-2004/chapter_11-fra.php
11. *Bilan Innocenti 7* de l'UNICEF (2007) : La pauvreté des enfants en perspective : vue d'ensemble du bien-être des enfants dans les pays riches.
12. Tels que mesurés par la Société canadienne d'hypothèque et de logement, http://www.cmhc-schl.gc.ca/fr/inso/info/obloca/upload/chapter6_2010_tendances_abordabilite_besoins_imperieux.pdf
13. Source : Martha Friendly, Ressources humaines et Développement des compétences Canada http://www.dpe-agje.ca/fra/dpe/ececc-fra/early_childhood_education-fra.pdf. Au Canada, l'âge de la scolarité obligatoire est généralement fixé à 6 ans; ces nombres représentent les places à la maternelle pour tous les enfants âgés de 5 ans, laquelle est universelle mais généralement non obligatoire; les places à la maternelle pour tous les enfants âgés de 4 ans en Ontario, laquelle est universelle; les places en services de garde à temps plein et à temps partiel, calculées pour les enfants âgés de 4 ans, car les données par âge ne sont pas disponibles. Les données relatives aux services de garde représentent les places accréditées et non les données propres aux inscriptions, lesquelles ne sont pas disponibles.

Pour de plus amples renseignements à propos d'UNICEF Canada, appelez au numéro sans frais 1 800 567-4483, ou encore, écrivez un courriel à info@unicef.ca.
N° d'enregistrement 122680572 RR0001

Annexe 1

Indicateur	Classement sur 29 pays	Résultat	Pays affichant le meilleur rendement	Résultat
------------	------------------------	----------	--------------------------------------	----------

LE CANADA PARMIS LES MEILLEURS

Réussite scolaire à l'âge de 15 ans	2	527 Score moyen aux tests PISA	Finlande	544 Score moyen aux tests PISA
Habitude de manger des fruits	2	44 %	Danemark	49 %
Consommation de tabac	3	4 %	Islande	3 %
Activité physique	7	23 %	Irlande	29 %
Pollution atmosphérique	7	21 %	Estonie	11 %

LE CANADA AU MILIEU

Faible poids à la naissance	10	6 %	Islande	4 %
Aisance familiale faible	12	8 %	Islande / Norvège	2 %
Écart de pauvreté relative des enfants	13	22 %	Luxembourg	11 %
Bagarres	15	36 %	Allemagne	23 %
Habitude de prendre un petit-déjeuner	16	61 %	Pays-Bas	85 %
Natalité chez les adolescentes	16	13 %	Suisse	4 %
Consommation d'alcool	18	16 %	États-Unis	6 %

LE CANADA PARMIS LES DERNIERS

Pauvreté relative des enfants	21	14 %	Finlande	4 %
Intimidation	21	35 %	Italie	11 %
Homicides au pays	22	1,8 %	Islande	0,3 %
Mortalité infantile	22	5 %	Islande	2 %
NEET (ni étudiants, ni employés, ni stagiaires)	22	8 %	Norvège	2 %
Participation à l'enseignement secondaire	24	81 %	Belgique	93 %
Surpoids	27	20 %	Pays-Bas	8 %
Vaccination	28	84 %	Hongrie / Grèce	99 %
Consommation de cannabis	29	28 %	Norvège	5 %

Annexe 2

Indicateurs qui ont été améliorés au Canada

Situation actuelle

Aisance familiale faible	8 %
Taux de mortalité infantile	5 %
Participation à l'enseignement secondaire	81 %
Réussite scolaire à l'âge de 15 ans	527 Score moyen aux tests PISA
Natalité chez les adolescentes	13 %
Consommation de tabac	4 %
Consommation d'alcool	16 %
Consommation de cannabis	28 %
Bagarres	36 %
Intimidation	35 %

Indicateurs qui se sont aggravés au Canada

Situation actuelle

Surpoids	20 %
Niveau de satisfaction des enfants à l'égard de la vie	84 %